



Pourquoi
ne pas
en finir
avec la
voiture
?

Le MOC

Boris Prat

Adresse aux
antiproductivistes,
libertaires et écologistes

Appel de Vassivière

Vers un manifeste antiproductiviste

Mais Où Comment

juillet 2013

Prix
indicatif

2 €

Appel des objectrices et objecteurs de croissance pour d'autres mondes possibles

Le thème de la décroissance économique commence à se diffuser dans la société. Il faut maintenant assurer son ancrage social et sa crédibilité politique.

Nous appelons à la fondation d'un mouvement politique qui permette à chacun-e de se reconnaître dans la même démarche collective. Ce mouvement a pour but de proposer des moyens de sortie de l'idéologie du développement. Il propose aussi la recherche de nouveaux chemins pour un changement de civilisation. Il engage à la construction d'autres mondes écologiquement et socialement responsables.

Nous ne voulons pas une « autre consommation », mais sortir de la consommation pour retrouver la maîtrise de nos usages, nous réapproprier nos modes de vie et mettre en partage le Bien commun.

Nous ne voulons pas une « autre croissance », mais, dans un monde aux ressources limitées, en finir avec le productivisme, la spéculation prédatrice et le **mythe** de la croissance infinie. Nous voulons agir pour une démocratie réelle permettant la libre détermination des peuples et des groupes, pour l'équité et la solidarité entre tous les humains par la coopération et le partage.

Notre objectif est le bien-être et l'épanouissement individuels et collectifs dans la simplicité volontaire. Nous invitons tous les citoyen-ne-s à sortir de l'obsession de la richesse et de la puissance et à explorer d'autres possibles.

Le Villard, Royère-de-Vassivière (23), le 29 août 2007

Signer l'appel : <http://www.les-oc.info/appel/>

Adresse du MOC aux antiproductivistes de gauche, libertaires et écologistes

Assez !

Nous en avons assez de ces appels et communiqués qui égrainent sans cesse les mêmes litanies plaintives et seulement défensives ! Avons-nous seulement à reprocher au capitalisme ses multiples crises : sociales, écologiques, économiques, démocratiques, morales, anthropologiques ? Non, même si le capitalisme était en train de réussir, nous nous y opposerions : ce n'est pas le capitalisme en crise que nous dénonçons, c'est le capitalisme et son monde !

Qu'avons-nous à reprocher à l'actuel gouvernement ? De ne pas tenir des engagements auxquels nous n'avons jamais cru, et même que nous avons toujours combattus ? Enfin ! Même si nous faisons quelques différences entre Hollande et Sarkozy, est-ce une raison pour nous adresser au gouvernement actuel comme s'il nous devait des comptes parce que nous aurions voté pour lui ? Non, nous devrions nous adresser à lui comme nous aurions déjà dû nous adresser au précédent : nous ne pouvons plus supporter cette rhétorique des compromis par laquelle, depuis des décennies, les organisations syndicales

comme les organisations politiques dites de gauche n'ont cessé d'échanger des concessions toujours grignotées contre des promesses jamais tenues !

Devons-nous continuer de faire croire que chaque réaction de défense aux multiples agressions subies va donner le signal du frémissement révolutionnaire, que « ça y est, ça va péter » ? Non, nous devons reconnaître au contraire à quel point nous sommes faibles, affaiblis, à quel point les dominants sont arrogants et réussissent à nous imposer leur cadre de négociation dans lequel, de toutes façons, les réponses seront biaisées. La lutte des classes existe et ce sont bien les riches qui sont en train de la gagner.

Que faire ?

Adopter une stratégie de rupture. Bien sûr rupture avec le capitalisme ; mais aussi rupture avec nos vieilles façons de lutter contre le capitalisme. Cesser de répéter les solutions de facilité et avoir l'audace politique de poser les « questions difficiles ». Agir pour une rupture radicale, celle qui va à la racine : la racine du capitalisme est le productivisme. Comme preuve par l'absurde, il existe des anticapitalistes productivistes et pronucléaires ! Comme nous voulons nous débarrasser définitivement du capitalisme, nous dirigerons nos offensives contre le productivisme. Et comme il n'y a pas de production sans consommation (car il faut bien consommer/consommer sans cesse pour que la croissance se poursuive), notre antiproduktivisme sera aussi un anticonsumérisme.

Nous en avons assez de ces analyses désuètes qui restent incapables d'inscrire toute revendication sociale dans le cadre écologique de la soutenabilité. C'est pourquoi une démarche offensive doit revendiquer une stratégie de transformation sociale et de transition écologique.

Nous devons nous mettre en position de rentrer dans des rapports de forces :

- Bien sûr, organiser la jonction des luttes et profiter de chaque résistance pour replacer les luttes dans une perspective résolument émancipatrice.

- Bien sûr, poursuivre nos expérimentations minoritaires qui, sans attendre, commence à construire d'autres mondes possibles, dans tous les domaines du vivre ensemble (habiter, produire, échanger, se transporter, se cultiver...).

Mais tout cela restera insuffisant si nos luttes et nos constructions ne trouvent pas à s'inscrire dans une stratégie de rapports de forces idéologiques : nous devons replacer chaque revendication, chaque lutte dans une perspective enthousiasmante, mobilisatrice, unifiante, systémique...

Que proposer ?

Une telle stratégie de rupture devrait revendiquer :

- Bien sûr le droit au « plein-emploi » ; à condition de ne pas réduire l'emploi au salariat (que nous voulons abolir) mais de l'étendre à toute activité socialement utile. Toute activité socialement utile mérite un revenu : un revenu, c'est un dû ! Bien sûr une réduction massive du temps de travail productif ; à condition de ne pas s'en remettre aux seuls gains de productivité mais de porter un véritable droit au temps partiel choisi. Car la question n'est plus de simplement redistribuer la richesse, de seulement répartir les gains de la croissance : c'est de cesser cette absurdité d'une vie perdue à la gagner !
- Bien sûr une extension des services publics ; à condition de ne pas en revenir aux vieilles recettes étatiques. Seules des régies décentralisées (eau, énergie, mobilité, santé) et autogérées avec les usagers, pourront aujourd'hui mener le vrai combat de la maîtrise des usages : celui de l'extension du champ de la gratuité.

Quelles dettes ?

Aujourd'hui, les dominants du Nord Global ne cessent de mutualiser leurs pertes pour continuer à privatiser leurs gains et leurs profits. Assez de ce blabla qui fait passer tout revenu salarial pour une « charge » ! Assez de cette rigueur budgétaire qui ne cesse de réduire les dépenses pour éviter d'avoir à augmenter

les recettes ! La décroissance des inégalités, c'est le pilier d'une gauche antiproductiviste.

Nous demandons des budgets équilibrés : par la hausse des recettes et l'abandon des dépenses porteuses de destruction ! Parce que nous refusons que la croissance de demain paie les déficits d'aujourd'hui. Parce que nous demandons aux enrichis de payer leur dette sociale ! Qu'ils cessent de faire croire que leur « réussite » est individuelle ! Qu'ils cessent surtout de transmettre aux générations suivantes la dette écologique de leur gaspillage ! Notre critique, c'est une critique des rapports et des modes de production et aussi une critique des produits, de leurs « ressources » et de leurs déchets : quels produits ? Pourquoi et comment les produire ? Pourquoi les consommer ?

Comment faire ?

Seule une recomposition politique autour d'un pivot de revendications antiproductivistes peut espérer rétablir un rapport de forces idéologique en faveur de la classe de tous ceux qui ont une activité sociale utile :

- Il ne suffira pas d'appeler à des convergences électorales : à ce que nous appelons au MOC « l'unité », qui revient à « faire nombre » avant de « faire sens » ; et à tenir un discours culpabilisant sur tous les défenseurs des cohérences idéologiques en les accusant d'entretenir la division, rengaine usée de ceux qui croient encore à la prise préalable du pouvoir central pour changer le monde.
- Il ne suffira pas de se rassembler autour de ces organisations qui maintiennent l'illusion de stratégies de renversement par des majorités institutionnelles : nous défendrons une *stratégie de basculement* par des minorités, en convergence avec les mouvements sociaux, pour influencer des majorités. C'est cela la révolution « lente », celle qui constitue notre perspective politique.

Aujourd'hui toutes les recompositions à gauche n'ont été que des stratégies électorales qui n'ont fait que répéter les vieux modes d'organisations et qui

réussissent même le tour de force de pratiquer au sein de la gauche de la gauche la rhétorique des compromis et des concessions !

Au sein d'un tel projet de recomposition politique qui est un programme de convergence des radicalités, anticapitalistes, écologistes, antiproductivistes et antinucléaires, nous apparaîtrons comme un aiguillon de radicalité, pour imposer les débats et les propositions ici et maintenant : au nom d'un droit souverain aux expérimentations sociales et écologiques, en visant un effet de masse critique (la puissance des minorités plutôt que le pouvoir des majorités, les contre-pouvoirs plutôt que la prise préalable des pouvoirs), en allant aux élections non seulement pour des « effets de propagande » mais aussi pour construire des « rapports de force » ; en offrant aux luttes les débouchés de la cohérence et des ruptures nécessaires.

Novembre 2012

Pourquoi ne pas en finir avec la voiture ?

Posons la question à l'envers : que sommes-nous prêts à sacrifier pour nos voitures ?

La voiture est-elle si importante dans nos vies, pour qu'elle mérite tant de ressources (en temps de vie, en vies humaines, en argent individuel et collectif, en espaces occupés, en ressources énergétiques, en pollutions et déchets ?

La vitesse réelle des automobiles, celle qui intègre le temps de travail nécessaire pour les acheter et les entretenir, est aujourd'hui plus grande que celle des vélos. Mais pas si on y intègre le coût social. Pour bien évaluer l'intérêt social de la voiture, il faut prendre en compte « la société qui va avec ». C'est la notion de vitesse sociale qui, outre le temps nécessaire pour financer le déplacement, inclut d'autres coûts sociaux comme les risques d'accidents, le morcellement des villes par les autoroutes urbaines ou la ségrégation sociale dans les quartiers bruyants¹.

Un trajet en voiture est plus rapide. Mais un trajet en voiture ne prend pas moins de temps de vie : temps de trajet, temps d'embouteillage, temps de travail pour

¹ Source : <http://www.larecherche.fr/content/recherche/article?id=26401>

gagner l'argent nécessaire à l'achat, à l'entretien, aux péages, aux impôts qui financent les infrastructures¹.

Chaque année dans le monde, on compte 1.3 million de décès sur les routes pour 20 à 50 millions de blessés. L'OMS prévoit qu'en 2030, 2.3 millions de personnes mourront à la suite d'un accident de la route.



En France, pour l'année 2005, il a été dénombré 4 990 tués selon le bilan provisoire de la Sécurité Routière, soit une baisse de -4,6 % par rapport à 2004. En France, pour l'année 2005, il a été dénombré 105 006 blessés selon le bilan provisoire de la Sécurité Routière, soit une baisse de -3,4 % par rapport à 2004.

Chaque jour, ce sont 115 personnes qui meurent de manière prématurée à cause des particules fines émises par le diesel, soit 42 000 décès par an.

Un kilo d'équivalent C02 toutes les quatre secondes : ce sont donc 4,9 milliards de kilos de C02 qui s'ajoutent à l'atmosphère du fait des voitures européennes chaque année.

¹ Source : <http://quotidiendurable.com/news/la-voiture-prend-elle-moins-de-temps>

Chaque année, pour laver les quelques 30 millions de voitures en circulation en France, 35 millions de m³ d'eau sont consommés, soit autant que ce que contient le lac Majeur entre l'Italie et la Suisse.

Les embouteillages en voiture engendreraient un coût économique de 120 milliards d'euros pour l'Union européenne¹.

En France les dépenses de carburant absorbent en 2011 environ 4% du budget des ménages.

Une voiture roule moins de 3% de son temps de vie et n'a souvent qu'un seul conducteur²...

Relocalisons ! Repenser nos usages pour être moins dépendants de l'automobile

La relocalisation de toutes les dimensions de nos vies permet de réduire notre dépendance à l'automobile et donc de remettre en cause son importance et les ressources que nous y consacrons.

Et bien sûr, nous parlons d'une relocalisation ouverte, et pas d'un repli sur je ne sais quelle identité ou clocher de village... nos bassins de vie relocalisée sont interconnectés. Limiter le transport des cerises et de la farine, n'empêche pas d'échanger des recettes de clafoutis !

La relocalisation concerne : l'agriculture, l'industrie, l'artisanat, le commerce, les services, l'eau, l'énergie, l'habitat, l'éducation, la culture, le social, la santé ... et bien sûr la démocratie.

¹ Source : Greencove, <http://www.greencove.fr/>

² Source : <http://www.planetoscope.com/transport/automobile>

Elle permet de retrouver une compréhension et une maîtrise de nos usages, dont la mobilité.

Les autoroutes sont faites pour les camions, pas pour les vacanciers. Mais une fois qu'elles sont construites, il faut les rentabiliser. Pourquoi y a-t-il tant de camions ?

La voiture dans son époque : s'agit-il de rouler plus à vélo dans le même système ?

Le "tout voiture" va de pair avec le monde de la croissance : propriété privée, individualisme, vitesse, pollutions, endettement, dépendance envers une technologie, fragilité du système, perte de sens...

Nous ne disons pas : remplaçons les voitures par des vélos et tout ira bien.

Nous souhaitons bien changer de système : c'est à dire sortir du capitalisme, de l'industrialisme, du productivisme, du consumérisme, du travaillisme, du technologisme, de l'extractivisme.

Rappelons-nous les origines et la logique du système fordiste : pour plus de profits, faire plus grand, plus lourd, pour produire plus à la chaîne, pour faire consommer plus, pour contraindre à travailler plus, pour utiliser plus de ressources, avec des technologies forcément bonnes, parce que c'est le sens de l'histoire et du progrès humain. Vraiment ? Est-ce ainsi que nous voulons vivre ?

"Il n'est pas plus joyeux d'être exploité pour fabriquer des vélos, des éoliennes ou des chemises en lin bio que pour des voitures ou des chaussures de sport."

Et la voiture, d'un bout à l'autre de la chaîne, depuis les ressources (fer, pétrole...) jusqu'aux rêves de liberté qu'on associe à la voiture, est une caricature de ce système qui nous détourne de notre simple humanité.

Remettre la voiture à sa place : propositions pour une transition

Pour limiter les impacts négatifs, l'intérêt immédiat de son usage et changer nos représentations sur l'automobile :

- Garantie 15 ans pièces et main d'œuvre.
- Bridage des moteurs.
- Réduction des vitesses autorisées : 30 km/h en ville.
- Bonus / malus en fonction de la consommation et des émissions de CO2.
- Contrôle des messages publicitaires mensongers.
- Plans locaux de mobilité et d'aménagement (débattus et décidés de manière directement démocratique, en prenant le temps d'expliquer les enjeux et d'associer tout le monde).
- Priorité dans l'espace public pour les transports doux : pédi-bus, vélos...
- Développement et gratuité des transports en commun.
- Développement du co-voiturage, de l'auto-partage (bonus/malus).
- Relocalisation de l'économie.
- Politique d'urbanisme luttant contre le zonage, la séparation des usages (habiter, travailler, s'alimenter, s'équiper) et l'étalement urbain.

Sans être hypocrites et ingrats, passons à autre chose

Oui, nous devons et nous allons en finir avec la voiture.

- Reconnaissons que cette "époque de la bagnole" nous a aussi traversé : avec ses moteurs vrombissants, ses capots galbés, son imaginaire de liberté, ses kilomètres avalés en quelques heures qui semblaient rendre tout si proche...
- Rappelons qu'elle a été très courte en fait, une petite 50aine d'années, et n'a pas concerné tous les humains sur Terre, loin de là !

Voilà, ça avait des bons côtés, on l'a fait, on a essayé, maintenant on comprend bien que ça ne peut pas durer, on voit bien que les inconvénients dépassent les bénéfiques, on voit bien que d'autres solutions plus satisfaisantes pour une vie bonne sont disponibles.

D'autres mondes ont été, sont et seront possibles.

Boris Prat, militant-chercheur du Mouvement des Objecteurs de Croissance (le MOC)

Souriez, vous êtes manipulés...

LA JOIE DÉFIE LES LOIS DE LA FINANCE.

BMW 316d BERLINE CONFORT

Prix catalogue (options incluses)	32 300 €	Loyer 1 Mois	350 €
État hors taxe client	+ 5 400 €	1er loyer (requis)	2 100 €
Prix spécial	26 900 € ^{HT}		

LA JOIE À L'ÉTAT PUR.
BMW Z4 ROADSTER.

LA JOIE N'A PAS DE LIMITE.
Nouvelle BMW X3.

Vers un manifeste antiproductiviste pour des sociétés du Bien vivre

(ndlr) Ce texte reprend, en version modifiée, une contribution parue aux éditions Parangon, *L'antiproductivisme* (2013).

Pour plagier Marx et Engels : **un spectre hante l'Europe, le spectre de la (dé)croissance.**

En effet toutes les puissances du Nord global (géographiquement les pays du Nord, économiquement les nantis du monde entier) se sont unies pour sauver la croissance, le productivisme.

Le productivisme se montre aujourd'hui sous la forme la plus aboutie du capitalisme, la plus prédatrice donc la plus destructrice de notre humanité ! Ce que le productivisme produit d'abord, c'est la destruction !

Il est grand temps que les antiproductivistes exposent leurs conceptions, leurs revendications, leurs propositions, leurs alternatives.

Le capitalisme « *a fait de la dignité personnelle une simple valeur d'échange ; il a substitué aux nombreuses libertés, si chèrement conquises, l'unique et impitoyable liberté du commerce* »¹.

Le productivisme a réduit la totalité des peuples du monde à la double domination des marchés, comme producteurs aliénés par le contrat de travail (salaire ou contrat commercial), comme consommateurs dépendants mis en situation de frustration. Otant ainsi à tous les peuples la maîtrise de leurs usages.

« *A la place des anciens besoins, satisfaits par les produits nationaux, naissent des besoins nouveaux, réclamant pour leur satisfaction les produits des contrées et des climats les plus lointains.* »

A cette fin, le productivisme met en coupe réglée (mais toujours plus dérégulée) la nature, les ressources naturelles et minières, sans limites, sans mesure, sans prise en compte de l'avenir. Le capitalisme productiviste exerce sa domination sur la nature en prédateur qu'aucune contrainte ne saurait limiter. Conduisant ainsi l'économie à la surproduction et aux crises sociales qui en résultent. Car les seules variables d'ajustement sont le prix des matières premières et le prix de la force de travail.

Le prix des matières premières se règle par l'épreuve de force permanente et la guerre. Le prix de la force de travail par le renforcement du machinisme, par la baisse des salaires et l'augmentation de la productivité, par le chantage et la précarité de l'emploi.

« *Plus le travail devient répugnant, plus les salaires baissent. Bien plus, la somme de labeur s'accroît avec le développement du machinisme et de la division du travail.* »

¹ Toutes les citations proviennent du *Manifeste du Parti communiste*, écrit par Marx et Engels en 1847.

Le capitalisme productiviste, forme économique qui consiste à produire pour produire, et donc à consommer pour consommer, se construit sur un modèle social où les communautés ont perdu la maîtrise de la satisfaction de leurs besoins, ont perdu ou tendent à perdre leurs usages et leurs cultures. Un modèle, se voulant universel, celui de l'industrialisme où la technique supplante la créativité humaine.

Cette domination de la technique est le fondement du capitalisme industriel productiviste, dans la fabrication des biens manufacturés et agricoles, comme dans la distribution ou les services.

« Le caractère distinctif de notre époque... est d'avoir simplifié les antagonismes de classes. »

Dans notre époque du capitalisme industriel, la société se divise toujours en deux camps : les dominants (de plus en plus minoritaires), possesseurs des moyens de productions, de distribution et de communication et les dominés (de plus en plus minorisés) réduits à vendre leur force de travail et leurs ressources naturelles pour consommer... L'absurde ironie de notre époque, c'est que, du point de vue de la consommation, les dominants sont tout autant aliénés que les dominés : nous vivons mal.

Et si, comme certains peuples indigènes, nomades ou forestiers, ils ne s'y résolvent pas, l'alliance de l'Etat et du Marché les y forcera par la guerre, l'épidémie, la sédentarisation forcée, la destruction de leur milieu naturel.

Le productivisme atteint désormais un nouveau stade de globalisation économique :

- accaparement des moyens de production par des firmes internationales de moins en moins nombreuses et en compétition permanente,
- domination et aliénation des peuples et des ressources naturelles par les marchés financiers,
- prélèvement sur la nature et les matières premières au-delà de la charge que peuvent supporter durablement les écosystèmes planétaires,

- production accélérée de biens inutiles, futiles, à l'obsolescence programmée, parfois dangereux pour la santé ou l'équilibre psychique et coûteux en énergie,
- accumulation de déchets dont l'élimination est difficile, coûteuse en énergie, dangereuse pour la santé, mortifère sur le très long terme comme les déchets nucléaires.

Que faire ?

Comment la majorité des dominés pourra-t-elle entamer une rupture vis à vis de ce modèle prédateur ? Dans une révolution lente, le futur d'une autonomie responsable, respectueuse des écosystèmes ne pourra faire l'impasse d'une période de transition conjuguant à la fois décroissance de la consommation énergétique et des ressources, décroissance des productions et reprise de la maîtrise locale de la satisfaction des besoins dans le respect des usages hérités et des écosystèmes.

C'est à toutes ces questions que doit s'adresser un « **Manifeste antiproductiviste** pour des sociétés du Bien vivre ».

« Par des mesures qui, économiquement, paraissent insuffisantes et insoutenables, mais qui, au cours du mouvement, se dépassent elles-mêmes et sont indispensables comme moyen de bouleverser le mode de production tout entier. »

Un tel Manifeste doit être capable de proposer de « belles revendications », de l'optimisme et de l'enthousiasme dans les rapports de force qu'il doit rechercher :

- Abolition de la propriété foncière et retour au droit d'usage des communautés d'habitants.
- Impôts fortement progressifs, définition d'un Revenu (d'un montant) Maximum Acceptable, .
- Abolition du salariat, création d'un Revenu Inconditionnel (sans contrepartie, de la naissance à la mort).

- Réappropriation de la monnaie par les territoires, création d'un système bancaire coopératif, crédit gratuit, banques de temps...
- Création de coopératives de production autogérées, intégrant producteurs et consommateurs et les habitants.
- Création de régies territoriales publiques autogérées (par les producteurs, par les usagers, par les élus) pour les services, l'eau, le transport et l'énergie.
- Abolition de la division sociale-technique du travail par la reconnaissance de la multi-activité de chacune et chacun.
- Urbanisme tendant à faire graduellement disparaître la compétition entre la ville et la campagne, diminution de l'emprise urbaine.
- Réorganisation sociale et écologique vers une autogestion généralisée de la vie ; par une démocratie de proximité non délégative, par le municipalisme, par la coopération et la subsidiarité.
- Réduction du temps de travail contraint (certes nécessaire à la production des biens et services essentiels) à 12h par semaine pour tous, pour permettre l'autonomie et la diversité des activités, pour ménager les ressources naturelles.

Etats des lieux

Un tel Manifeste antiproductiviste appelle au rassemblement des forces sociales et politiques aujourd'hui dispersées dans la gauche écosocialiste, chez les libertaires de l'écologie sociale, parmi les écologistes politiques cohérents avec la radicalité nécessaire ; mais aussi dans le mouvement social, parmi les syndicalistes qui ne se satisfont plus de l'éternel replâtrage, de la course « derrière » les délocalisations et les gains de productivité patronaux ; avec la jeunesse qui veut retrouver du sens de vivre sans hypothéquer les générations futures, avec les précaires qui ne se résignent pas à l'assistanat...

Tous ceux-là, à travers un Manifeste antiproductiviste, ici et maintenant, créeront les réexistences et les eSpérimentations qui permettront de le faire vivre et de le rendre visible et désirable dans la population.

Au contraire de l'Unitude (unité à tout prix, sans projet autre que l'addition de revendications juxtaposées), il s'agit ICI de faire sens, ce qui est bien différent de faire nombre, dans le respect de la diversité des parcours théoriques et pratiques de chacun. Il s'agit MAINTENANT d'agir en vue d'une stratégie de basculement (plus que de renversement), en vue de constituer un bloc écologique et social propre à instaurer une hégémonie culturelle en faveur de mondes décents, responsables, justes et démocratiques.

« Puissent les classes dirigeantes trembler à l'idée d'une révolution communiste ! Les prolétaires n'ont rien à perdre que leurs chaînes. Ils ont un monde à gagner. »

D'autres mondes sont possibles, une Plate-forme de Convergence antiproductiviste pour des sociétés du Bien vivre permettra de les eSpérimenter et d'engager les transitions nécessaires. Sans illusion mais sans attendre !

HABITANTS DE TOUTE LA TERRE, COOPERONS !

Michel lepesant, décroissant-chercheur

Christian Sunt, forestier, membre du Mouvement des Objecteurs de Croissance, fondateur de la revue *Fruits oubliés*, participe à l'autonomie des communautés d'habitants et à la préservation de la biodiversité

ASSEZ DE BLABLA, REVENDIQUONS !

Forts de notre expérience historique récente, nous savons que se *mettre d'abord ensemble pour ensuite prétendre discuter* pour changer de paradigme ne peut pas réussir (et *constitue donc une faute politique*) et ne peut au mieux que produire un catalogue de propositions hétéroclites.

C'est pourquoi l'unité, la jonction des luttes, la convergence des alternatives concrètes ne pourront se faire qu'à **partir de** propositions à la fois radicales et pragmatiques, par exemple :

1. arrêt de tous les nucléaires, au temps t le plus proche, techniquement parlant,
2. réduction massive du temps de travail et droit réel au temps partiel choisi,
3. défense réelle de services publics relocalisés en régions territoriales autogérées, pour la révolution de la gratuité,
4. réforme immédiate des retraites par la mise en place d'une retraite d'un montant unique, décent et finançable, pour touTEs, dès 60 ans,
5. égalité réelle des femmes et des hommes,
6. abolition des dettes du Sud global, à qui sont dus la dette écologique et le droit à un « tunnel de croissance », vers le *buen vivir*,

7. assurer à toutE licenciéE la continuité de son revenu par la mise en place de fonds de reconversion abondés par les richesses socialisées,
8. garantie aux plus jeunEs d'une vie décente et autonome par une allocation universelle de 18 à 25 ans,
9. mise en avant des dettes sociales et des dettes écologiques pour cadrer toute discussion budgétaire,
10. exemple encore plus concret, par ex. sur l'automobile : garantie pièces et main-d'œuvre sur 10-15 ans, limitation de tous les moteurs à 90 km/h (autoroutes inutiles),
11. démocratie maintenant : proportionnelle, pluralisme des modes de désignation (tirage au sort, délégation, mandat impératif) et de décision, mandats courts, non-cumulables, révocables...
12. création d'un fonds pour la reconversion économique et la transition écologique, par la relocalisation, vers des produits socialement utiles et écologiquement soutenables,
13. la mise en place d'un plancher des revenus implique celle d'un plafond : pour un revenu maximum (d'un montant) acceptable (RMA), avec un écart de 1 à 6,
14. assumer l'audace des décisions politiques unilatérales : pour l'Europe, les monnaies, les nucléaires, la fiscalité...